Élections Législatives du 18 Novembre 1962

Le Mouvement Républicain Populaire

présente aux élections législatives de la première circonscription de METZ



Emile HEINTZ

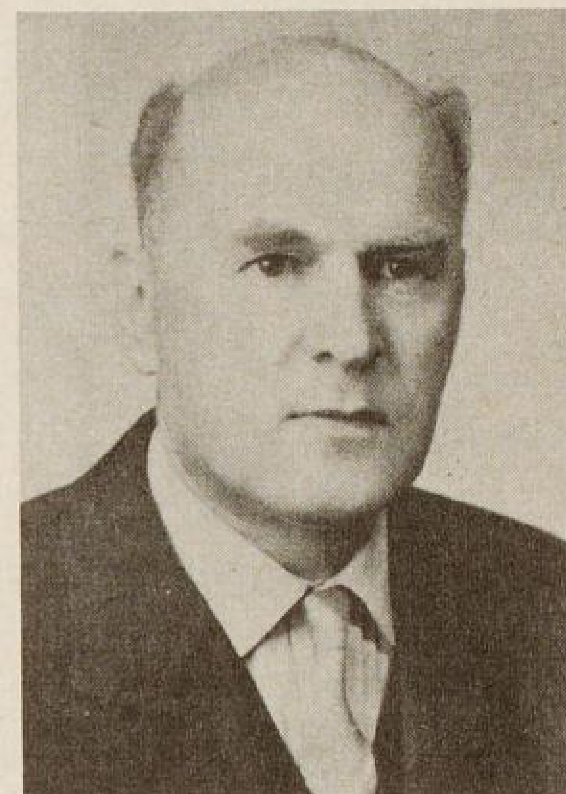
Agent des services publics
Ancien dirigeant syndical
Membre du Conseil Supérieur de la Fonction Hospitalière
Membre du Bureau de Comité de gestion des œuvres et institutions sociales du ministère de la santé et des établissements hospitaliers publics
Administrateur de trois hôpitaux du département
Administrateur sortant de la Caisse de Sécurité Sociale de METZ.
Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique

et

Charles BERTHEL

remplaçant éventuel

Docteur en Médecine
Chirurgien à l'Hôpital Belle-Isle à METZ



Qui est notre candidat ?

— un jeune,

— un jeune, (Emile HEINTZ a 35 ans) qui veut traduire sur le plan politique ce qu'il a appris dans l'action syndicale

— un homme à idéal qui se refuse à n'être qu'un opportuniste allant à la gauche quand il faut y être pour être élu, et revenant à la droite quand le vent a tourné,

— un homme neuf qui n'a pas été abîmé par les mœurs parlementaires de la Quatrième République,

— un démocrate qui sous la Cinquième République tout en soutenant de GAULLE ne sera pas un inconditionnel du « Oui » surtout lorsqu'il s'agira de briguer quelques réhabilitations personnelles ou quelque place dans un Ministère, mais qui appuiera le président de la République, dans l'application loyale de la constitution, votée par les Français en 1958.

Qui est son remplaçant ?

— un Lorrain très enraciné en notre terroir, fils d'un paysan « de chez nous » qui s'est créé par son seul courage et sa volonté une belle carrière.

— catégorique dans sa foi et dans ses idées,

— entier dans son engagement,

— qui défend un idéal et non des glorioles personnelles ou des intérêts financiers.

Electrices, Electeurs,

Je me présente à vous sous l'étiquette M. R. P. non pas que j'approuve tout ce qui a été fait ou n'a pas été fait par le Groupe M.R.P. sous la Quatrième République, mais parce que je me rallie à son attitude sous la cinquième, vis-à-vis de de Gaulle, ni l'opposition inconditionnelle des partisans du « niet » ni le soutien inconditionnel des hommes de l'U.N.R., dont le nombre est grossi de tous les opportunistes.

Pour moi, de Gaulle reste celui qui a sauvé la France en 1940 et qui, depuis son retour au pouvoir a réglé le problème Algérien en nous évitant la guerre civile, a barré la route aux aventuriers, a restauré le prestige de la France à l'étranger.

Si vous m'accordez votre confiance, je pense m'atteler, au Parlement, à trois tâches essentielles :

1°) Essayer de promouvoir une démocratie moderne dans laquelle le parlement reste indispensable,

car il serait vain d'élire des députés pour simplement donner **l'apparence** de démocratie et de république au pays. Entre un pouvoir fort et stable et les Françaises et les Français, il doit y avoir ces **agents de contact** que sont les députés qui doivent informer l'exécutif et voter les lois nécessaires à la nation. Il serait dangereux surtout pour « **l'après de GAULLE** » d'avoir un Président de la République omnipotent qui, assujetti à toutes les faiblesses des hommes, pourrait être grisé par le pouvoir et nous mener à l'aventure. L'inexistence du parlement ou un parlement sans pouvoirs ne donnerait plus que l'apparence de la République. **Un exécutif fort, coopérant avec le législatif,** ainsi que cela a été prévu par la Constitution de 1958 est le fait de toutes les grandes démocraties modernes : En Amérique, le Président de la République, tout en ayant en mains l'exécutif, reste soumis aux lois que votent la Chambre des représentants et le Congrès, en Angleterre, le Premier Ministre, chef du Gouvernement, est l'émanation du parti vainqueur aux élections, en Allemagne, le Chancelier demeure sous le contrôle de la Chambre des Députés.

2°) Contribuer à la mise en commun, au bénéfice de toutes les classes sociales, de l'expansion économique.

Si, depuis plusieurs années, on dénote de façon quasi générale en France, une expansion de l'économie, **CELLE-CI N'A PAS TOUJOURS PROFITE A TOUTES LES CLASSES SOCIALES.** Le passage de l'ancien franc au nouveau franc a entraîné une dévaluation monétaire certaine et les prestations des **PERSONNES AGEES** sont restées **ANORMALEMENT BASSES** ; les **ALLOCATIONS FAMILIALES,** elles-mêmes, n'ont pas suivi la dévaluation monétaire enregistrée, pas plus d'ailleurs que le **salaire de la plupart des ouvriers et des fonctionnaires,** ce qui crée, dans certains secteurs de la fonction publique, une grave pénurie dans le recrutement, NOTAMMENT DANS L'ENSEIGNEMENT, ce qui conduit à voir des classes surpeuplées où les enfants ne reçoivent pas l'enseignement qui leur revient.

LES ABATTEMENTS DES ZONES DE SALAIRES CREENT UNE DISPARITE INJUSTIFIEE entre les employés et les ouvriers d'une région et ceux d'une autre, ce qui accentue encore le déséquilibre entre les secteurs à forte densité démographique et les autres, il faut donc, d'urgence, s'employer à leur suppression totale.

L'AGRICULTURE DOIT CESSER D'ETRE UNE PARENTE PAUVRE. A égalité de travail, de compétences, d'investissements, il doit y avoir, pour les paysans **égalité de revenus** avec les autres professions. **Les prix des produits agricoles doivent être indexés.**

3°) En politique internationale, je pense qu'il est nécessaire de poursuivre l'œuvre de Robert SCHUMAN.

Entre les deux blocs américain et russe, entre les idéologues antagonistes du marxisme et du capitalisme, **IL Y A PLACE POUR UNE TROISIEME PUISSANCE: L'EUROPE UNIE.**

A la communauté de culture occidentale d'inspiration chrétienne **s'ajoute** aujourd'hui la prise de conscience de la nécessité de cette union par les gouvernements des différents pays d'Europe où, d'ailleurs, la **démocratie chrétienne assume généralement les responsabilités du pouvoir,** que cesoit en Allemagne avec la C.D.U. et le Chancelier Adenauer, en Italie avec le Parti démocrate chrétien et Monsieur Fanfani, etc...

UNE EUROPE UNIE SERAIT FORCE D'EQUILIBRE DANS CE MONDE DIFFICILE, chaque pays ayant l'autonomie pour les affaires strictement internes, et **participant** à un véritable gouvernement européen pour les affaires d'intérêt général.

L'Europe, ayant mis en commun ses ressources si diversifiées, le monde pourrait connaître une longue ère de paix, car avec son potentiel industriel et humain, le « vieux monde » saurait encore étonner. Les meilleurs laboratoires américains et russes où s'édifient les engins de conquête de l'espace, aussi bien que les armes de destruction, ne sont-ils pas aujourd'hui encore, remplis de savants allemands et français. L'Europe sera alors respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés. Le rêve d'unité européenne, qu'ont caressé les monarques d'autrefois, devient un fait possible aujourd'hui, **A CONDITION QU'IL S'AGISSE D'UNE ASSOCIATION LIBRE DE PARTENAIRES EGAUX DANS LAQUELLE CHAQUE PARTIE ACCEPTE D'ALIENER UNE PARCELLE DE SA SOUVERAINETE NATIONALE.**

Voilà quelques points primordiaux du programme que je me propose **de défendre** au Parlement si, le 18 Novembre, vous voulez bien me faire confiance, auquel cas, de mon mieux, j'essaierai **de vous servir.**

Emile HEINTZ

IMP. C. CHAMBRE - METZ